



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

CG/vg

P.V. FI 24
P.V. PETI 09

Commission des Pétitions
et

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 02 février 2016

Ordre du jour :

1. DEBAT PUBLIC

Pétition publique 575 - Géint d'Reklassement vun de Wittfraen a Wittmänner vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A
Contre le reclassement des veuves/veufs de la classe d'impôts 2 dans la classe d'impôts 1A

2. Conclusions des commissions

*

Présents : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget
Mme Diane Adehm, observatrice

Mme Nancy Arendt, Mme Anne Brasseur remplaçant M. Gusty Graas, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini, M. David Wagner, membres de la Commission des Pétitions

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes

Mme Viviane Hansen-Adams, M. Roland Becker, Mme Christiane Genewo, Mme Cilly Hoffmann-Dimmer, Mme Yolande Schmit-Reuter, Mme Jeanne Weber-Reis, pétitionnaires

Mme Caroline Guezennec, Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, M. Gusty Graas, membres de la Commission des Pétitions

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions
M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget

1. DEBAT PUBLIC

Pétition publique 575 - Géint d'Reklassement vun de Wittfraen a Wittmänner vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A
Contre le reclassement des veuves/veufs de la classe d'impôts 2 dans la classe d'impôts 1A

Après les mots de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés, le Président de la Commission des Pétitions explique brièvement le déroulement de la réunion. Le Président de la Commission des Finances et du Budget, tout comme ses prédécesseurs, félicite les pétitionnaires d'avoir recueilli le nombre impressionnant de 8.540 signatures et estime que le moment de ce débat est opportun dans la mesure où les arguments présentés par les pétitionnaires pourront influencer le cours des travaux préparatifs de la réforme fiscale 2017.

Intervention des pétitionnaires :

D'entrée, la pétitionnaire Mme Viviane Hansen-Adams retrace son expérience vécue après le décès de son époux. Tout comme elle, la majeure partie des personnes veuves, qui souvent ont soigné leur partenaire jusqu'en fin de vie, ont connu une période difficile et leur situation est tout à fait indépendante de leur volonté. L'oratrice indique que le reclassement de la classe d'impôt 2 en la classe d'impôt 1A, trois ans après le décès de son époux, représente une perte importante au niveau de ses revenus.

Partant, l'objectif de la pétition qu'elle a initiée, consiste à abolir le reclassement des personnes veuves de la classe 2 en la classe 1A et à modifier l'article 119, 2.a) et 3.b) de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, article modifié par la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects.

L'article 119 prévoit que la classe 2 comprend les personnes veuves dont le mariage a été dissous par décès au cours des trois années précédant l'année d'imposition alors que la classe 1A englobe les contribuables pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2, donc entre autres les personnes veuves.

Une alternative serait de créer une classe d'impôt spécifique pour personnes veuves, en tenant compte de leur niveau de vie antérieur, ou un abattement spécial pour personnes veuves.

Vu que les dispositions de la réforme fiscale 2017 sont toujours inconnues, les pétitionnaires ont élaboré des propositions concrètes auxquelles ils reviendront plus loin.

Qui est concerné par la loi du 6 décembre 1990 ?

Le Luxembourg compte actuellement 30.000 personnes veuves, c'est-à-dire 5% de la population. En présence de 3.800 cas de décès par an et compte tenu du fait que 19,32% de la population sont âgés de plus de 60 ans, une augmentation considérable du nombre de personnes veuves est à prévoir.

Selon la pétitionnaire, la loi du 6 décembre 1990 défavorise avant tout les personnes veuves à revenu modeste et la classe moyenne, dont le pouvoir d'achat a déjà considérablement diminué suite à une augmentation de la TVA à 17%.

Pourquoi cette opposition au reclassement en la classe d'impôt 1A ?

De l'avis de la pétitionnaire, ce reclassement s'avère non seulement blessant et humiliant, il est également injuste dans la mesure où :

- les personnes veuves courent un risque accru de tomber sous le seuil de pauvreté ;
- maintes personnes veuves ne sont pas bénéficiaires d'une pension ou se retrouvent sans occupation salariée ;
- les frais d'entretien de la famille, tels que le loyer, les assurances, etc. restent au même niveau ;
- alors qu'un veuf bénéficie de la totalité de sa pension, une veuve sans occupation salariée touche en règle générale 61,33% de la pension du conjoint défunt ;
- un niveau de vie moins élevé entraîne souvent une isolation sociale.

Exemples

A titre d'illustration, les pétitionnaires citent deux exemples concrets de cas de rigueur, le premier concernant une veuve pratiquement démunie vivant dans une maison de retraite, le second une veuve avec deux enfants à charge qui a repris son travail et qui doit constater que son salaire, sa pension de survie et les pensions d'orphelin sont cumulés et imposés conformément aux critères de la classe A1. Les détails peuvent être consultés dans une documentation remise par les pétitionnaires à l'issue du débat public.

Propositions concrètes en vue de la réforme fiscale de 2017

En guise de conclusion, les pétitionnaires présentent leurs propositions concrètes en vue de la réforme fiscale de 2017, à savoir l'abolition de la classe d'impôt 1A ainsi que l'octroi d'allègements fiscaux substantiels en faveur des personnes veuves, à savoir :

- les personnes veuves ayant à charge des enfants qui, indépendamment de leur âge, font partie du ménage ;
- les personnes veuves dont les enfants font des études universitaires ou suivent une formation continue quelconque ;
- les personnes veuves dont les frais (dettes, loyer, frais courants) représentent plus de 70% de leur revenu net ;
- les personnes veuves souffrant d'une invalidité ;
- les personnes veuves âgées de plus de 65 ans, en raison des coûts des soins plus élevés.

Par ailleurs, les pétitionnaires revendiquent que :

- en aucun cas le conjoint survivant ne doit payer des droits de succession sur le patrimoine laissé en héritage par le conjoint défunt ;
- le cumul de la pension d'orphelin avec la pension de survie soit aboli, respectivement que le plafond soit plus élevé.

Toutes ces mesures, prises individuellement, permettent de réduire considérablement le risque de tomber sous le seuil de pauvreté et constituent une étape importante en vue d'une politique fiscale plus humaine et équitable.

Intervention des Députés :

Un représentant du groupe DP voudrait connaître le pourcentage des personnes veuves vivant près ou en dessous du seuil de pauvreté et cite l'imposition individuelle déjà pratiquée à l'étranger et en laquelle il voit une piste permettant d'éliminer maints problèmes.

Les pétitionnaires ne disposent pas de données exactes relatives au nombre de personnes veuves vivant en précarité.

Le représentant de la sensibilité politique ADR souligne que le problème soulevé par les pétitionnaires a fait l'objet de longues discussions sans mener au moindre résultat. Et d'ajouter que sa sensibilité politique, dans le cadre des travaux préparatoires de la réforme fiscale 2017, a fait siennes la majeure partie des revendications soulevées par les pétitionnaires.

Une représentante du groupe politique CSV demande si, au vu des nombreuses propositions leur soumises, les pétitionnaires ont dû procéder à des éliminations au niveau de leur catalogue de revendications et voudrait savoir si la situation des personnes divorcées a également été prise en compte.

Les pétitionnaires n'ont procédé à aucune limitation au niveau de leur catalogue de revendications. Les personnes divorcées, quant à elles, n'ont été prises en considération en aucun moment, les deux catégories ne présentant aucun point commun selon les pétitionnaires. S'il est vrai que l'imposition des personnes divorcées peut être injuste, ces dernières peuvent bénéficier d'un soutien financier tel le partage des charges, les pensions alimentaires et autres alors que les personnes veuves se retrouvent sans appui aucun.

Le représentant de la sensibilité politique déi Lénk, tout en ignorant les motivations de la loi de 1990, voit dans la future réforme fiscale un moyen pour éliminer toutes les injustices en matière d'imposition. Il déplore qu'un pays riche comme le Luxembourg connaisse toujours un déséquilibre incompréhensible entre les charges fiscales, notamment entre les entreprises et les personnes privées, de sorte que maintes personnes sont obligées de vivre dans la précarité.

Prise de position de M. le Ministre des Finances :

M. le Ministre reconnaît que la perte du conjoint représente une césure douloureuse dans la vie du survivant et entraîne de nombreux changements dans la vie de tous les jours. Par ailleurs il remercie les pétitionnaires d'avoir soumis des propositions concrètes.

Le Luxembourg connaît un système social performant qui, malheureusement, peut présenter des failles. Néanmoins il y a lieu de nuancer la situation des personnes veuves, parmi lesquelles les unes sont fortunées, les autres moins. Une analyse au cas par cas s'avère donc nécessaire.

En pratique, la classe d'impôt A1, qui existe depuis 1990, représente un avantage notable par rapport à la classe 1, classe dans laquelle sont regroupées les personnes non mariées. Alors que dans la classe 1, les revenus sont imposables à partir d'un montant de 11.265 euros, ce montant s'élève à 22.530 euros dans la classe 1A, ce qui favorise les personnes à revenu modeste.

Au niveau européen, le Luxembourg occupe une position de choix pour ce qui est de l'imposition des personnes veuves.

Le fil conducteur de la réforme fiscale de 2017 consiste dans le soutien des personnes moins favorisées, y compris évidemment les personnes veuves à faible revenu. Plusieurs critères devront être pris en compte, à savoir la présence d'enfants dans le ménage, les frais fixes, l'invalidité, le droit de succession, l'imposition des pensions d'orphelin, etc., ceci en vue d'exclure les cas de rigueur.

En présence de plus de 8.500 signatures, le Gouvernement est conscient du malaise existant et se déclare disposé à assumer ses responsabilités en examinant individuellement les différents cas de figure en vue d'un système fiscal plus équitable.

Intervention finale des pétitionnaires :

Il est vrai que la situation financière des personnes veuves, comparée à celle d'autres pays européens, est favorable, mais on ne peut pas la qualifier de bonne au niveau luxembourgeois. Si le Gouvernement a mentionné les personnes risquant de tomber sous le seuil de pauvreté, il passe sous silence la situation de la classe moyenne dont les revenus sont en baisse constante. Les personnes veuves ayant à charge des enfants méritent une attention particulière dans la mesure où les enfants désirent pratiquer leurs activités de loisirs comme par le passé.

Sur base de deux exemples calculés d'après le barème d'impôts de 2011, les pétitionnaires démontrent que la classe 1A est loin d'être favorable.

En partant d'un revenu net de 5.000 euros et en admettant que les charges ou frais fixes s'élèvent à 2.000 euros, les différents cas de figure se présentent comme suit :

En classe d'impôt 2 :

Sur un revenu net de 5000 euros, sont déduits 538 euros d'impôts et 2.000 euros de charges. Restent à disposition 2.462 euros.

La pension calculée à partir d'un revenu net de 5.000 euros s'élève à 4.167 euros. Déduction faite de 300 euros d'impôts et des charges, 1.867 euros restent à disposition.

En classe d'impôt 1A :

La pension s'élève à 4.167 euros. Déduction faite de 707 euros d'impôts et des

charges, 1.460 euros restent à disposition.

Pour les veuves, qui touchent en général 61,63% de la pension de leur conjoint décédé, la situation se présente comme suit :

La pension de survie s'élève à 2.555 euros. Déduction faite de 105 euros d'impôts et des charges, 450 euros restent à disposition.

En prenant comme point de départ un revenu net de 4.000 euros, le montant restant à la disposition de la veuve s'élève à 40 euros.

*

Est également abordée la situation des personnes veuves habitant dans un foyer pour personnes âgées et dont les moyens propres ne sont pas suffisants pour couvrir tous les frais.

*

Il ne faut pas perdre de vue que la dimension humaine doit rester le fil conducteur de la présente discussion. Les personnes veuves ont subi des épreuves douloureuses avant et après le décès de leur conjoint et se retrouvent seules pour subvenir aux besoins de leurs familles. Une dévaluation financière ne saurait qu'aggraver leur situation pour laquelle elles ne sont aucunement responsables.

2. **Conclusions des commissions :**

Après un échange de vues, les membres des deux commissions parlementaires concernées conviennent de convoquer une réunion de la Commission des Finances et du Budget au cours de la semaine suivant les vacances de carnaval pour analyser plus précisément la situation telle que décrite par les pétitionnaires sur base de chiffres concrets qui seront fournis par l'Administration des contributions directes.

M. le Président de la Commission des Pétitions prend l'engagement de communiquer les conclusions, mêmes partielles, qui se dégageront de cette analyse aux pétitionnaires, soulignant cependant qu'une réponse définitive aux problèmes évoqués ne pourra être donnée qu'à l'occasion de la réforme fiscale annoncée pour le 1er janvier 2017.

Luxembourg, le 9 février 2016

Le Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
Eugène Berger

Le Secrétaire-administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank

Annexes

Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A



Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Wéi koum et zu dëser Petitioun?

De 17. Mäerz 2014 ass mäi Mann u Kriibs gestuerwen. A wéi wann dee Schicksalsschlag net scho genuch gewiescht wier, krut ech kuerz drop, wéinst onsem Altersënnerscheed, d'Iwwerliewensrent vum Staat refuséiert. Säitdem muss ech da kucken fir just mat mengem Akommes (wat ech Gott säi Dank nach hunn) iwwert d'Ronnen ze kommen, an zwar ouni och nach dat ze verléieren wat mir ons jorelaang opgebaut haten.

Last but no least, sinn ech du nach gewuer ginn datt ech no 3 Joer an d'Steierklass 1a géif reklasséiert ginn, wat mat sech dréit datt ech da ronn 12% vu mengem Akommes verléieren.

Géint mengem Mann seng Krankheet koum ech leider net un, mee géint dës ongerecht Steierreklasséierung konnt ech eppes ännerhuelen, an zwar dës Petitioun an d'Weeër leeden.

Eréischt duerno ass mir awer bewosst ginn wéi vill Leit, mat ganz ënnerschiddleche Schicksaler a Gehälter, scho säit der Steierreform vu 1990 ënnert dëser Reklasséierung leiden! Dagdeeglech krut ech Messagen vu Witleit déi wéinst dëser Reklasséierung ëm hier Existenz musse baangen an déi frou waren datt endlech emol eppes dogéint ännerholl gött.

Mat vereente Kräften hu mir et dunn och fäerdeg bruecht **8540 Stëmmen** ze sammelen, wat ons dann och elo dësen Debat erméiglecht.

All deenen déi dëst erméiglecht hunn soen ech op dëser Plaatz **E GROUSSE MERCI.**

Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

D'Ziel vun der Petitioun 575 ass:

D'Ofschafung vum Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'1A an d'Ännerung vum Artikel 119, 2a+3b vum Gesetz vum 6. Dezember 1990, déi deemoleg Steierreform

Dësen Artikel gesäit vir datt

den hannerbliwwene Steierzueler just d'Recht op Steierklass 2 huet, dat Joer wou de Liewenspartner gestuerwen ass, a nach 3 Joer duerno.

No dëser Iwwergangsperiod gött hien dann an d'Steierklass 1A reklasséiert

Als Alternative hu mir awer och nach folgendes proposéiert:

- **entweder d'Schafung vun enger Steierklass fir Witleit, déi hirem viirechte Liewensstandard Rechnung dréit, oder awer**
- **extra Abatement'e fir Witleit.**

Well mir awer net wëssen wéi d'Steierreform 2017 ausgeluecht gött, hu mir konkret Proposen ausgeschafft, op déi mir spéider am Detail aginn.

Petitioun 575: Géint d'Reklassesment vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Betraffe Leit:

Dëst Gesetz betrëfft ronn 30.000 Witleit déi zu Lëtzebuerg registréiert sinn = 5% vun der Populatioun vum Grand-Duché

Bei duerchschnëttlech 3800 Stierfäll am Joer, komme

pro Joer ronn 1000 Witleit dobäi

19.32% vun den Awunner vu Lëtzebuerg sinn iwwer 60 Joer al (54% Fraen a 46% Männer) an ongeféier d'Hallschent dovunner ass bestuet, also wäert d'Unzuel vun de Witleit an deene nächste Joeren nach däitlech an d'Luucht goen.

Am schlëmmste vun dësem Gesetz betraff sinn d'Klengverdénge an d'Mëttelschicht, deenen hir Kafkraaft schonn däitlech erofgaangen ass duerch d'Erhéijung vun der TVA op 17%.

Petitioun 575: Géint d'Reklassesment vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Firwat si mir géint d'Reklassesment vun de Witleit an d'Steierklass 1A?

Ursaachen:

- ✓ **Bessant, entwürdigend an ofwäertend**
- ✓ **Ongerecht :**
 - **well Witleit vill éischer riskéieren énnert d'Aarmutsgrenz ze falen (bannen deene leschten 10 Joer ass den Aarmutsrisiko 3,7% an d'Luucht gaang)**
 - **well net all Witleit eng Rent oder eng Aarbecht hunn**
 - **well d'Onkäschten vun der Famill déi selwecht bleiwen (Loyer, Assurancen, Entretien vun der Wunneng, asw.)**
 - **well eng Witfra déi keng Aarbecht huet ^{an der Regel} just maximum 61,33% vun der Rent vum Verstuerwene kritt, während de Witmann seng Rent ganz behält**
 - **well de Liewensstandard vu virdrun net méi ginn ass, wat och oft nach eng gesellschaftlech Isolatioun zur Folleg huet**

Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Beispill 1:

Huele mer d'Beispill vun enger Witfra iwwer 65 Joer. Si war hiert Liewe laang «Femme au foyer» an huet 3 Kanner grouss gezillt. Si ass haut e Fleegefall a wunnt am Altersheem bei menger Mamm.

Hire verstuerwene Mann, deen seng 40 Joer abezuelt hat, hat eng Rent vu 4374 € + hir Mammerent vun 260 € esou datt déi zwee zesummen 4634 € netto pro Mount era kruten.

Nom Doud vum Mann krut d'Fra just nach en Total vun 3010 € netto pro Mount (Mammerent incl.)

No der Reklasséierung bleiwen hir just nach 2834 € netto de Mount

Si huet weder Erspuernisser nach iergendwellech Propriétéiten.

Nom Ofrechnen vun all de Frais'e fehlen hir bal 500 € de Mount. Obschonn de Fond National de Solidarité en Deel vun de Käschten iwwerhëlt, bleibt der Fra mol keen Täschegeld méi iwwreg fir hire Kanner oder Enkelkanner eng kleng Freed ze maachen. Fir all zousätzlech Onkäschten wéi z.B. e neie Brëll, en Hörgerät, Consultatiounen beim Dokter, Zännokter, asw. ass kee Geld méi do. Laut FNS misst awer all Mënsch en Täschegeld vun 441.85 € hu fir ze liewen!

Frais'e pro Mount:	Euro
Zëmmer am Altersheem (Wäsch + Pampers incl. well Fleegefall)	2850,00
CMCM + Prestaplus	33,61
Apdikt	55,00
Pédicure	40,00
Telefon a Fernseh	30,00
Ënnerwäsch/Gezei	40,00
1x Ambulanz (vun 80 Euro gi just 23 Euro rembourséiert)	57,00
Coiffeur (deen eenzege Luxus deen Si sech nach gënnt)	190,00
Total Frais'e pro Mount:	3295.61

Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Beispill 2:

De Mann stierft jonk mat 52 an hannerléisst 2 Kanner an eng Fra. D'Iwwerliewensrent gëtt berechent op d'Préretaire. D'Kanner hunn Urecht op d'Weeserent. Déi gëtt iwwert d'Steierkaart mat der Iwwerliewensrent ofgerechent. D'Witfra muss schaffe goen fir iwwert d'Ronnen ze kommen an kritt doduercher d'office méi eng kleng Iwwerliewensrent. No 3 Joer ginn hir Pei, hir Iwwerliewensrent an d'Weeserent zesummegegheue a no de Critère vun der Steierklass 1A berechent.

Dat eelste Kand kritt keng Bourse Sociale vum CEDIES fir ze studéieren, well béid Weeserenten als «revenu du ménage» ugesi ginn.

D'Famill huet säit der Reklasséierung grave finanziell Schwierigkeeten. De Jong huet méttlerweil e Studentenjob vu 40 Stonnen de Mount ugeholl, fir sech de Studium iwwerhaupt nach kënnen ze erméiglechen. Doropshin ginn him 33% Steieren op der Weeserent verrechent!

Dëst ass keen Eenzelfall, an dobäi gouf bei der Steierreform 1990 dach gesot, datt kee «Cas de rigueur social» géing geschafe ginn.

(Chamberblichchen vum 27.11.1990, Séance 17, Säit 895)

Petitioun 575: Géint d'Reklassement vun de Witleit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A

Hei sinn dann ons konkret Propose fir d'Steierreform 2017:

Mir proposéieren d'Steierklass 1A ganz ofzeschaffen a fir folgend Witleit spierbar Steiererliichterungen anzeféieren:

- **Witleit déi nach Kanner zu hire Laaschten hunn a wou d'Kanner, onofhängeg vum Alter, nach am Stot liewen**
- **Witleit deenen hier Kanner nach op d'Universitét ginn, oder soss eng Form vu Weiderbildung maachen**
- **Witleit deenen hir Onkäschten (Scholden, Loyer, lafend Frais'en) méi héich sinn wéi 70% vun hirem Gesamt Netto-Akommes**
- **Witleit déi eng Invaliditéit nowise kënnen**
- **Witleit déi méi al si wéi 65 Joer (wéinst de gréissere Belaaschtunge finanzieller Natur, déi am Zesammenhang mat der Altersversuergung stinn)**

Zousätzlech fuerdere mir datt den hannerbliwwene Partner A KENGEM FALL Ierfschaftssteier op d'Ierfgutt vum verstuerwene Partner bezuele muss an datt de Cumul vun der Weeserent an der Iwwerliewensrent entweder ofgeschafft gëtt, oder de Plafong méi héich gesat gëtt.

Jiddwer eenzel Moossnahm heivunner reduzéiert däitlech de Risiko vun de Witleit fir ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, an et ass e wichtege Schratt um Wee zu enger méi mënschlecher a gerechter Steierpolitik hei am Land.

